

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Berne, le 22 avril 2026

Assemblée des délégué·e·s de la FARES

Des voix de premier plan contre l'initiative « Suisse à 10 millions »

Lors de l'assemblée des délégué·e·s de la FARES du 21 avril, la conseillère nationale **Simone de Montmollin (PLR)** et **Daniel Lampart, économiste en chef de l'Union syndicale suisse**, ont présenté leurs positions sur l'objet soumis à votation du 14 juin à savoir l'initiative de l'Union démocratique du centre « Suisse à 10 millions ».

La conseillère nationale Simone de Montmollin a replacé la question de la migration dans son contexte avec objectivité et a mis en évidence les principaux défis : la croissance démographique, la pénurie de logements et la surcharge des infrastructures sont étroitement liées et ne peuvent être résolues par des solutions simplistes. La migration est soumise à des obligations juridiques telles que les droits humains et les accords internationaux ; de nombreuses formes d'immigration – notamment en provenance de l'UE/AELE – sont indispensables à l'économie et à la société. Les restrictions ne sont possibles que dans une mesure limitée et ne concernent qu'une petite partie de la migration.

Elle a qualifié l'initiative « Suisse à 10 millions » « d'initiative du chaos ». Ses revendications – en particulier la résiliation d'accords internationaux importants – auraient de graves conséquences pour la sécurité, le système d'asile, l'économie ainsi que la cohésion sociale. Au lieu de résoudre les problèmes, elles en créeraient de nouveaux. Il convient plutôt de mettre en œuvre des solutions politiques durables : davantage de formation de personnel qualifié en Suisse, la création de logements supplémentaires et une gestion ciblée de l'immigration afin de stabiliser les systèmes sociaux.

Daniel Lampart, économiste en chef de l'Union syndicale suisse, a lui aussi vivement critiqué la prétendue « initiative pour la durabilité ». Selon lui, cette appellation est trompeuse et minimise les conséquences réelles. Une rupture avec l'UE isolerait la Suisse tant sur le plan politique qu'économique. Parallèlement, l'évolution démographique aggrave la situation : une population vieillissante conjuguée à une baisse des naissances met en péril les salaires, les retraites et le système de santé.

Malgré des taux d'adhésion élevés, Daniel Lampart met en garde contre les conséquences à long terme. De nombreuses personnes soutiennent l'initiative par insatisfaction face à des problèmes non résolus tels que la pénurie de logements et la surcharge des infrastructures. L'Union syndicale suisse mise donc sur une contre-campagne axée sur l'économie, qui présente des solutions concrètes et expose clairement les risques d'une transformation fondamentale de la Suisse.

Les avis dans le public étaient déjà bien arrêtés. Divers problèmes ont été évoqués pour lesquels l'initiative n'apporterait aucune solution. Au contraire, il conviendrait de s'opposer à la transformation en profondeur de la Suisse que l'UDC prévoit avec cette initiative. Cette conclusion exprimée dans la salle n'a suscité aucune opposition.

Bea Heim



Ancienne conseillère nationale,
présidente de la **FARES**
+41 79 790 52 03

Inge Schädler



Vice-présidente de la **FARES**
+41 79 614 94 92